



mardi 19 novembre 2019

Macron a la trouille de l'embrassement social... et il a bien raison !

« À Lyon-II, nous avons des étudiants qui ont faim » : la présidente de cette université, Nathalie Dompnier, faisait écho à ce jeune étudiant de 22 ans, Anas K., qui s'est immolé par le feu pour protester contre la situation précaire de nombreux étudiants, comme la sienne. Tout le monde a été bouleversé – les parents dont les enfants galèrent entre fac et petits boulots, les enseignants sidérés de constater que certains de leurs étudiants les écoutent avec le ventre creux. Et les étudiants, bien sûr : dans toutes les grandes villes universitaires, ils se sont rassemblés non seulement pour rendre hommage à leur camarade, mais pour crier leur colère.

La France championne des inégalités

Nous vivons dans un des pays les plus riches du monde, dont les entreprises sont championnes en distribution de dividendes aux actionnaires. Un pays où Macron-Philippe, comme leurs prédécesseurs, se font forts de rendre les riches ultra-riches en rendant les pauvres ultra-pauvres. Mais après un an de mobilisation des Gilets jaunes, les nuages s'amoncellent, les incitant à davantage de prudence.

La colère des hospitaliers

Jeudi dernier, la mobilisation du secteur hospitalier a été un succès, avec une énorme manifestation à Paris qui a réuni plus de 13 000 personnes. Il faut dire que le mouvement s'étend, l'ensemble des services hospitaliers ayant pris le relais des services d'urgence dont les premières grèves avaient commencé en mars dernier !

Face à l'amplification de la colère, Macron a promis l'annonce mercredi d'un « plan d'urgence » pour les hôpitaux. Il est surtout question d'une astuce comptable en déplaçant les 30 milliards de la dette des hôpitaux pour la reporter sur le budget de l'État. Reste à voir en prenant à qui, sans qu'on sache si les économies criminelles sur la santé ne vont pas perdurer ! Et si les revendications des personnels sur les conditions de travail et les salaires seront satisfaites.

Macron-Philippe sur la pointe des pieds

Ces derniers temps, Macron-Philippe tentent de déminer. Ils suggèrent des reculs, tout en se laissant la possibilité de remettre leurs projets sur le tapis.

La réforme sur la retraite ? Macron se dit prêt à ce qu'elle ne concerne que les « nouveaux entrants » dans l'emploi... Mais ce qui serait injuste pour nous le serait tout autant pour les jeunes !

Le projet de loi permettant aux enseignes alimentaires de faire travailler jusqu'à minuit en payant en heures normales ? Pas tout de suite... mais peut-être après des négociations avec les syndicats.

Nous organiser nous-mêmes

Tout le monde a en tête le 5 décembre, date à laquelle plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève dans tous les secteurs. Poussés par la colère de leur base, les syndicats des transports parisiens (RATP) et de la SNCF appellent même à la reconduction de cette grève les jours suivants.

Mais quels sont les objectifs des directions des confédérations ? Le retrait pur et simple du projet de Macron ou... l'ouverture de négociations dont on ne saurait pas d'avance où elles mèneraient ?

Ce ne serait pas la première fois que les directions syndicales accepteraient de sacrifier un mouvement de grève sur l'autel de négociations hasardeuses. Ce que confirme le secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez : il a affirmé mercredi 13 novembre à Sud Radio que la grève du 5 décembre était encore évitable... Ce qui est une façon bizarre de mobiliser !

Ce sont les luttes, et leur contagion, qui ont fait reculer Macron, pas les palabres. Si nous baissons la garde, il reprendra une offensive à laquelle il n'a pas renoncé, comme le montre la réforme de l'assurance-chômage qui vient d'entrer en vigueur et fait de nombreuses victimes parmi les chômeurs.

Alors, ne lâchons rien, préparons-nous à ce 5 décembre et ses suites. Organisons-nous à la base, comme ont commencé à le faire les Gilets jaunes et les hospitaliers des urgences. Coordinons toutes nos forces. Macron a semé la haine dans tous les secteurs. Qu'il récolte cette tempête sociale qu'il craint tant.

je garde mon CDI

Le directeur de l'usine, malgré toute l'importance qu'il se donne, n'a visiblement pas eu besoin de décrocher son téléphone pour que PSA, au niveau du groupe, décide de prolonger le DAEC ainsi que les mesures spécifiques à Saint-Ouen.

Ils n'arrivent pas à vider l'usine aussi vite qu'ils le souhaiteraient. La situation est la même à Poissy : on ne renonce pas à son CDI, son salaire, son ancienneté, pour sauter dans le vide. Ils semblent le découvrir.

Un nouveau délais pour agir !

Ce nouveau délais (mars 2020) peut leur permettre d'améliorer ce plan actuel, qui n'est mirobolant que de leur point de vue. Et nous avons pleins d'idées, qu'il faudra leur communiquer !

C'est pour nous un nouveau délais pour agir : nous devons tous obtenir une solution qui convienne à notre situation personnelle, sans perte de salaire, à PSA ou ailleurs.

Poissy : leur accord à la poubelle !

La semaine dernière à Poissy des centaines d'ouvriers de tous les bâtiments se sont réunis pendant les pauses pour discuter des attaques de la direction : fin des transports privés, perte de 35 € nets, mutations forcées, chômage tournant pour 2020... Jeudi, en équipe 12, une trentaine d'ouvriers ont même débrayé et tourné au Montage pour convaincre leurs collègues de s'organiser pour préparer une riposte tous ensemble.

Sentant la colère, la direction s'est trouvée moins sûre d'elle et a envoyé ses syndicats béni-oui-oui rassurer les ouvriers et ses hauts-cadres serrer des mains. La signature de l'accord local qu'elle veut imposer a été repoussée à mardi et la fin des cars privés au 28 février.

En tous cas les salariés de Poissy savent ce qu'ils veulent : maintien des cars et salaires à 100 % !

Fusion PSA-Fiat, « pas de fermetures de sites » ...

PSA et Fiat-Chrysler ont affirmé dans un communiqué que leur fusion ne mènera pas à la fermeture d'usines... mais ils se gardent bien de dire ce qu'il adviendra des salariés, c'est-à-dire de probables licenciements.

Et puis on sait à quoi s'en tenir quand les patrons annoncent ce genre de chose. Il suffit de se rappeler les fermetures sites de Melun, d'Aulnay, de La Garenne, et aujourd'hui d'Hérimoncourt et de Saint-Ouen pour savoir à quoi s'en tenir avec eux.

Pas besoin que PSA fusionne avec Fiat pour se mettre à l'italien... Parole Parole Parole...

« Donner du sens à l'effort » selon Tavares

Dans une interview à l'Est Républicain, Tavares s'est permis de dire qu'il « faut toujours donner du sens à l'effort ». Le sens de l'effort, les salariés de PSA comme les autres le connaissent bien. On peut le résumer à ces mots : « fait des efforts, ou voilà la porte ». Le sens de l'effort du côté de Tavares n'est pas moins clair : augmenter la productivité en réduisant les effectifs, afin de gaver les actionnaires de profits. Et bien sûr, pas d'effort sur les salaires !

Le salaire de la peur (de la grève)

Après une grève de 40 jours à General Motors, les constructeurs ont peur de l'émergence de conflits similaires. C'est pourquoi Ford a accepté un accord, quasi-identique à celui signé par le syndicat UAW avec GM, comprenant deux hausses annuelles de salaire de 3 % et un bonus de 9 000 \$ pour les salariés à temps plein. Aux USA, les salariés de l'automobile, qu'ils travaillent pour Ford, GM ou Nissan, ont les mêmes problèmes : se mettre en grève tous ensemble permettrait d'obtenir bien plus.

Violences et justice de classe

3 100 condamnations, 10 000 gardes à vue, 1 000 peines de prisons fermes dont 400 avec incarcération immédiate, ce sont les chiffres provisoires de la répression du mouvement des Gilets Jaunes publiés par le journal *Le Monde*. Samedi dernier encore à Place d'Italie, un manifestant immobile, les mains dans les poches, s'est fait éborgner. La vidéo, révoltante, tourne sur les réseaux sociaux.

Aucune des centaines d'accusations de flics pour blessures graves (mains arrachées et autres yeux crevés) n'a encore fait l'objet de mise en examen. Pour le moment, seuls deux policiers sont censés passer en jugement, mais... pour une gifle et un pavé !

À votre bon cœur !

La RATP propose à ses salariés « l'arrondi solidaire » : en acceptant de ramener leur salaire à l'euro inférieur, ils peuvent faire chaque mois un don à une association. Mais, dans le même temps la PDG de la RATP a « arrondi » son salaire annuel aux 50 000 euros supérieurs (de 300 000 € il est passé à 350 000 €)...

Macron sous cloche

Quand Macron s'est rendu à Épernay le 14 novembre, le préfet a interdit toute manifestation dans la ville et dans dix autres communes.

Macron est tellement impopulaire qu'il faut créer un cordon sanitaire chaque fois qu'il se déplace.